

# Le marché de la volaille flambe

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4868 - Ven. 30 - Sam. 31 août 2019 - Prix : 10 DA

Après le drame du concert de Soolking et la mort d'un enfant  
**Le DG limogé,  
le stade du 20-Août  
fermé**

Page 24

Dialogue

## Le panel de Karim Younès reçoit des représentants de «l'élite nationale»

Page 3

### La manœuvre dilatoire de Boris Johnson

Par Mohamed Habili

**S**i d'ici le 31 octobre prochain, les positions respectives du gouvernement britannique et de l'Union européenne sont restées inchangées, ce qui d'ailleurs est l'hypothèse la plus forte, ce sont les partisans de la sortie sans accord qui l'auront emporté au terme d'une impasse qui a déjà bouclé sa troisième année. Pendant tout le temps où Theresa May était la Première ministre, le clivage, le vrai, était autre. Il opposait ceux qui voulaient la sortie, conformément au résultat du référendum de 2016, et ceux qui tentaient de faire par tous les moyens possibles, forcément indirects, échec à cette sortie. Depuis la chute de Theresa May et son remplacement par Boris Johnson, un brexiter de la première heure, les termes du débat ont quelque peu changé, même s'il semble que les Britanniques soient toujours divisés en deux camps inconciliables. Les partisans du maintien étaient minoritaires au moment du référendum, mais ils étaient et ils sont toujours majoritaires... en Europe. En effet, le brexit est une question européenne où seuls les Britanniques ont eu leur mot à dire. C'est l'Union européenne dans son ensemble qui se trouve en cause depuis que les Britanniques ont choisi, à une courte majorité, de la quitter. Une Europe menacée de dislocation a contre-attaqué en faisant peser sur le membre partant un risque de même nature.

Suite en page 3

### En attente d'un toit depuis des années

## Distribution de plus de 10 500 logements AADL 1 et 2 et LPP d'ici fin septembre



Très bonne nouvelle, après des années d'attente pour des milliers de souscripteurs et leurs familles. La distribution de 10 569 logements de type location-vente (AADL) et promotionnels publics (LPP) a débuté avant-hier à Alger et se poursuivra jusqu'à fin septembre de l'année en cours.

Lire page 3

28<sup>e</sup> vendredi de mobilisation

## Imposantes marches à travers le pays

Page 2

En projection à Riadh El Feth

## «Once upon a time in Hollywood» débarque à Alger

Page 13

Entre Moharam et pénurie

# Le marché de la volaille flambe

■ Le coût du poulet connaît une augmentation remarquable ces jours-ci, au grand dam des ménages à faible revenu, passant de 270 à 420 dinars le kilo. Un déséquilibre entre l'offre et la demande, l'approche de Moharam et la propagation de maladies en saison de fortes chaleurs sont à l'origine de cette flambée.

Par Meriem Benchaouia

La volaille est donc passée en quelques jours du simple au double, boostée par une forte demande. Dans le même sillage, l'escalope de dinde a atteint des sommets inimaginables, frôlant les 800 dinars. Une situation qui, au demeurant, ne laisse pas indifférent le consommateur qui se voit privé de ces denrées naguère à la portée des petites bourses. Ainsi, la ménagère se trouve contrainte de gérer de manière draconienne ses ressources financières en se rabattant sur d'autres produits. En effet, à la veille de cette fête, les différents points de vente de viande blanche sont pris d'assaut par des citoyens venus s'approvisionner de cette denrée qui est un des ingrédients principaux des plats traditionnels préparés en cette occasion par nos maîtresses de maison. «Tous nos plats préparés pour cette fête sont à base de poulet, donc on ne peut pas s'en passer malgré sa cherté», nous dit une dame. «C'est désormais devenu une tradition chez les commerçants algériens», a estimé un père de famille. «Les fêtes religieuses en Algérie riment avec hausse des tarifs. C'est connu depuis longtemps. C'est devenu l'occasion propice pour les vendeurs afin de doubler leurs marges bénéficiaires», ajoute notre interlocuteur. Les prix affichés varient selon la qualité des produits, allant du meilleur au moins bon quand il ne s'agit pas tout simplement de mauvaise qualité, c'est du moins ce que nous avons constaté, hier, lors d'une virée au niveau de quelques marchés de la capitale. Le poulet s'affichait entre 350 et 420 dinars/kg sur les présentoirs des boucheries. Selon des informations recueillies auprès de ces derniers, cette augmentation est



PH.D.R.

due à la suspension momentanée de l'activité de l'élevage pendant l'été, en raison du taux de mortalité élevé qu'enregistrent les aviculteurs. «En été, la demande sur ce produit est très forte mais l'offre n'est pas suffisante. Cette période est la

moins propice pour l'élevage», selon un marchand de volaille. Selon certains détaillants, la multiplication d'intermédiaires est aussi à l'origine de cette flambée. D'autres l'expliquent par l'éternelle équation de l'offre et de la demande. «Le poulet de

chair est devenu rare sur le marché», estiment les connaisseurs. «Nous aussi sommes surpris par cette hausse de prix du poulet», a affirmé un boucher. Un des vendeurs nous a affirmé que tout se passait au marché de gros. Notre interlocuteur nous a expli-

qué qu'il a eu du mal à s'approvisionner au marché de gros et n'a pu acquérir le poulet qu'au prix de 380 DA le kilo, accusant l'absence de toute surveillance de la part du ministère du Commerce. Approché, un père de famille nous a dit : «Quand le citoyen va au marché, il reste stupéfait. Comment un simple fonctionnaire peut vivre ou nourrir ses enfants ?» Selon lui, «cette situation est due à l'absence de contrôle. On apprend par-ci par-là que l'Etat a mis en place des cellules de lutte contre la fraude, mais la réalité est qu'il n'y a pas de suivi sur le terrain puisque les commerçants n'en font qu'à leur tête». Une autre citoyenne témoigne : «La situation est déplorable, car on est en train de survivre et l'Etat ne fait rien pour y remédier». Les citoyens espèrent que les services concernés relevant de la direction du commerce effectueront un contrôle rigoureux des prix qui ont dépassé le pouvoir d'achat du simple citoyen.

M. B.

Gestion des enquêtes sur la criminalité dans les régions du Sud

## Zeghmati pour «plus de magistrats compétents»

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, a souligné «la nécessité de conférer aux juridictions des prérogatives plus larges en matière de gestion des enquêtes et du renforcement de leurs composantes par de magistrats compétents dans les domaines en relation avec les différents aspects de la criminalité», mettant ainsi l'accent sur l'impératif de mobiliser l'ensemble des mécanismes de prévention et de coercition face à la criminalité, sous toutes ses formes, notamment dans les régions du Sud et les zones frontalières. A ce titre, présidant la cérémonie d'installation du nouveau président de la

cour de Ouargla, où des citoyens ont protesté devant l'institution pour réclamer la lutte contre la corruption, notamment au niveau local, et l'indépendance de la justice, Zeghmati a plaidé pour «la mobilisation de tous les mécanismes de prévention et de coercition face à la criminalité, sous toutes ses formes, et ce, dans le cadre du respect des droits et des libertés, notamment le droit à un procès équitable». Evoquant les juridictions à compétence territoriale élargie, le ministre a souligné leur «rôle capital en matière de lutte contre les différentes formes de criminalité à l'image de la contrebande dont souffre le pays, parti-

culièrement dans les régions du Sud et les zones frontalières». Zeghmati a mis en avant, par ailleurs, les dangers du trafic de drogue à travers les tentatives d'introduction de ces substances en grande quantité sur le territoire national, notamment sur la santé des générations futures et la menace que ce fléau constitue pour l'échelle sociale et la stabilité du pays. En outre, saluant les efforts de toutes les volontés dévouées dans la société et des institutions en charge de la prévention et de la lutte contre la criminalité, notamment à l'ANP à qui il a rendu un hommage pour son rôle capital dans la lutte contre les

menaces criminelles tout au long de nos frontières, le ministre a estimé nécessaire de conférer aux juridictions des prérogatives plus larges en matière de gestion des enquêtes et du renforcement de leurs composantes par de magistrats compétents dans les domaines en relation avec les différents aspects de la criminalité. «Afin de concrétiser cet objectif, des amendements doivent être introduits au code de procédure pénale, notamment dans ses dispositions relatives à ces juridictions», a soutenu le ministre, relevant la lourde responsabilité qui incombe aux magistrats aujourd'hui.

Rania B.

28<sup>e</sup> vendredi de mobilisation

## Imposantes marches à travers le pays

Des milliers de citoyens infatigables malgré la canicule, ont marché hier encore dans différents wilayas du pays pour exiger plus de changement. «On ne dit pas qu'il n'y a pas eu de changement depuis le 22 février, seulement on veut plus de changement. On désire une Algérie libre, une presse libre reflétant notre réalité, on veut une Algérie démocratique, une justice juste et loyale. C'est ce qu'on désire et c'est pour cela qu'on marche chaque vendredi et on continuera de marcher», a affirmé, hier à Alger, un manifestant qui dit n'avoir raté aucune manifestation depuis le début du mouvement populaire le 22 février dernier. Des milliers d'autres manifestants sont sortis ce 28<sup>e</sup> vendredi dans différentes wilayas du pays. A Alger, des centaines de citoyens infatigables et sous un soleil de plomb, assoiffés de changement, ont réaffirmé leur attachement aux revendications portant sur la libération des détenus d'opinion du Hirak et le départ des symboles restants de l'ancien régime. Les mar-

cheurs qui ont entamé leur mouvement dès 10h du matin, de la Place des Martyrs, 1<sup>er</sup> Mai en direction de la place Maurice-Audin où un important dispositif sécuritaire les attendait, à savoir des camions de police, un hélicoptère... Les manifestants scandaient «le peuple veut une période de transition». Enveloppés de l'emblème national, ils ont appelé la justice à poursuivre son travail de lutte contre la corruption et la récupération des fonds dérobés, brandissant des banderoles sur lesquelles était écrit : «Silmiya, silmiya», «application des articles 7 et 8 de la Constitution» stipulant que «le peuple est source de tout pouvoir». D'autres groupes parmi les manifestants criaient «al sabi'a wa thamina» (le 7<sup>e</sup> et le 8<sup>e</sup>) en référence, toujours, aux articles 7et 8 de la Constitution. Affichant leur détermination à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications, les citoyens scandaient : «manhabssouch hata terahou ga3» (on n'arrêtera pas jusqu'à ce que vous partiez tous). En outre, lors de ce 28<sup>e</sup>

vendredi, ils ont revendiqué la «lutte contre la corruption» et «l'instauration d'un Etat démocratique et de droit». Réclamant le «déracinement de la corruption à tous les niveaux» et le «jugement de tous les responsables de la crise que vit le pays», les manifestants ont exigé à travers leurs slogans «le respect de la volonté populaire». «On ne doit pas céder, on doit continuer à marcher car le pays est encore en crise politique, le vrai changement n'a pas encore été fait», nous confie un père de famille venu de Blida pour marcher à Alger. Les participants à cette marche ont appelé à un consensus entre les différentes franges de la société et de la scène politique, idéologique et culturelle, afin de sortir de la crise actuelle et ont réaffirmé leur «refus de dialoguer avec les résidus du système», «on ne veut dialoguer ni avec Bensalah, ni Bedoui, Ni Karim Younés ni même Ali Benflis, ce sont tous des symboles de l'ancien système. On veut des têtes nouvelles, des personnes du peuple fiables qui transmettront et prendront en

considération nos revendications», indiquent les marcheurs de ce 28<sup>e</sup> vendredi, soutenant que «c'est au peuple qui revient le droit de choisir les personnes qui le représente et de choisir son président». Dans leurs slogans, les manifestants ont également appelé avec force à l'unité du peuple algérien. En ce qui concerne l'élection présidentielle, les manifestants ont appelé à des «élections propres et honnêtes» et à «une autorité indépendante pour l'organisation et la surveillance des élections». Enfin, malgré les arrestations qui ont eu lieu pour des «raisons sécuritaires et de maintien de l'ordre», assure la police, les manifestants ont gardé l'aspect pacifique de leur marche. Des marches similaires ont eu lieu dans plusieurs autres villes du pays, à l'image de Tizi Ouzou et Constantine, où les manifestants ont scandé «syada chaabya, marhala intikalya» (gouvernance populaire, période de transition) «le peuple veut la liberté, justice et indépendance».

Thininene Khouchi

En attente d'un toit depuis des années

# Distribution de plus de 10 500 logements AADL 1 et 2 et LPP d'ici fin septembre

■ Très bonne nouvelle, après des années d'attente pour des milliers de souscripteurs et leurs familles. La distribution de 10 569 logements de type location-vente (AADL) et promotionnels publics (LPP) a débuté avant-hier à Alger et se poursuivra jusqu'à fin septembre de l'année en cours.

Par Louiza Ait Ramdane

C'est le ministre de l'Habitat, Kamel Beldjoud, qui a fait part de cette annonce lors de la cérémonie de remise des clés symboliques aux bénéficiaires, organisée à la Mutuelle de Zéralda accompagné par le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, et du wali d'Alger, Abdelkhalek Sayouda. Une autre nouvelle annoncée par le ministre, le site électronique de l'AADL a été ouvert depuis jeudi pour permettre aux 77 757 souscripteurs, répartis à travers 32 wilayas, de retirer leurs pré-affectations et les ordres de versement de la troisième tranche conformément au calendrier, arrêté par l'Agence. Le retrait des pré-affectations n'est possible que si le taux d'avancement des travaux avoisine 70%, a souligné dans ce sens le ministre de l'Habitat. Cette heureuse décision qui intervient quelques jours avant la rentrée sociale, vient dissiper les doutes et rassurer les citoyens qui craignaient l'arrêt de réalisation des logements dans notre pays en raison de la crise financière. Sur ce point, le ministre de l'Habitat a tenu à rassurer que le gouvernement veillera à la finalisation de tous les programmes de logements dans les plus brefs délais, affirmant, à ce propos que le dernier ne souffre aucun problème financier, et qu'une enveloppe financière a été dégagée pour achever tous les programmes. En effet, sur les 10 569 logements objet de cette opération

de distribution, la formule de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) se taille la part du lion avec 10 272 unités au titre des programmes AADL 1 et 2 contre 297 logements promotionnels publics (LPP). Le ministre de l'Habitat a précisé que la distribution des logements AADL 1 se poursuivra tout au long du mois de septembre et concernera 4 399 unités, dont 3 599 pour les souscripteurs de la wilaya d'Alger et 800 pour ceux de la wilaya de Boumerdes. «Le dossier AADL 1 sera définitivement clos dans quelques semaines», a réaffirmé M. Beldjoud. Concernant le dossier AADL 2 de l'année 2013, le ministre a fait savoir que la distribution en cours concerne 5 576 unités à travers huit wilayas (Biskra, Tiaret, Sétif, Mascara, Khenchela, Mila, Tissemsilt et Alger), précisant que les clés ont été remises jeudi à 1 529 souscripteurs dans la wilaya d'Alger. L'opération se poursuivra les mois prochains. Concernant la formule LPP, M. Beldjoud a fait état de la finalisation de la réalisation de 4 432 logements répartis à travers 20 wilayas, relevant que seuls 297 souscripteurs se sont acquittés de toutes les redevances, appelant le reste des souscripteurs à poursuivre les procédures de paiement pour que ces logements ne restent pas fermés et exposés aux actes de vandalisme. S'agissant de la qualité, le ministre a mis en avant l'attachement du gouvernement et du secteur à accorder toute l'attention nécessaire à cet aspect à travers la mise en



PH/MDN

place de mécanismes de contrôle et de suivi permanents au niveau des chantiers sous la supervision de commissions de wilayas en coordination avec l'organisme national de contrôle technique de la construction (CTC). Il a réaffirmé que toutes les procédures juridiques sont et seront prises contre toute entreprise ou bureau d'études ne respectant pas les engagements contractuels. M. Beldjoud a assuré que le gouvernement veille à garantir aux habitants des cités intégrées livrées ou devant être livrées, les équipements nécessaires précisant qu'un nombre important d'infrastructures et d'établissements éducatifs devront être livrés à l'occasion de la

prochaine rentrée scolaire, dont 656 établissements éducatifs (426 primaires, 137 collèges et 93 lycées), à travers tout le territoire national. Pour rappel, la wilaya d'Alger a entamé, avant-hier, la 1re tranche de la 1re phase de la 25e opération de relogement au profit de quelque 364 familles. L'opération concerne 254 familles habitants le bidonville «Kaïdi» dans la commune de Bordj El Kiffan. 79 familles habitant des bâtiments menaçant ruine au niveau de La Casbah ont été relogées à Derguana. 31 familles habitant dans un restaurant scolaire à côté de l'école El Idrissi à Bouzareah, ont été relogées à Kalitous, à Ouled Fayet. L'opération se poursuivra

## Dialogue

### Le panel de Karim Younès reçoit des représentants de «l'élite nationale»

Poursuivant sa tournée des partis politiques, l'Instance de dialogue et de médiation rencontrera aujourd'hui, à son siège, un certain nombre de personnalités représentant «l'élite nationale». C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué du panel chapeauté par Karim Younès. Dans ce contexte de concertation, c'était autour du Mouvement El-Islah d'échanger avec l'Instance de dialogue sur les propositions d'une sortie de crise. A ce titre, le président du Mouvement El-Islah, Filali Ghouini, a estimé avant-hier à Alger que le dialogue inclusif et responsable était «l'unique voie pour un consensus national entre tous les courants de la société afin de pouvoir organiser une élection présidentielle transparente et régulière, dans les plus brefs délais». Lors d'un point de presse au terme de sa rencontre avec le coordonnateur de l'Instance nationale de dia-

logue et de médiation (INDM), Karim Younès, Ghouini a précisé que sa formation politique «croit au dialogue sérieux et responsable auquel participent tous les acteurs politiques, la société et l'élite nationale pour parvenir au consensus national en privilégiant l'intérêt supérieur du pays notamment en cette conjoncture difficile». Affirmant qu'aucune partie ne doit être exclue du processus de dialogue, le président du Mouvement El-Islah a appelé à mettre en avant les dénominateurs communs pour sortir de la crise politique actuelle car, a-t-il dit, «l'intérêt de l'Algérie passe avant toute autre considération». Ghouini a prôné la nécessité d'encourager le débat sérieux dans le cadre du dialogue pour sortir avec des propositions constructives à soumettre à une conférence nationale à laquelle participeraient tous les acteurs pour élargir le consensus national

et pouvoir ainsi organiser une élection présidentielle dans les plus brefs délais. Pour ce faire, le Mouvement El-Islah propose «la révision de nombreuses lois, notamment électorale, et la création d'une instance nationale indépendante chargée de l'organisation et de la surveillance de l'opération électorale jusqu'à la proclamation des résultats».

#### Le MNE plaide pour la révision de la loi électorale

Pour sa part, le président du Mouvement national de l'espérance (MNE), Mohamed Hadeif, a plaidé le même jour à Alger pour une révision de la loi électorale à travers un débat et une concertation de manière «sereine» et «constructive» afin de préparer les meilleures conditions d'organisation de l'élec-

tion présidentielle. «Nous exigeons une révision de la loi électorale à travers un vrai débat sur l'organisation de l'élection présidentielle», a-t-il indiqué à la presse au terme d'une rencontre avec une délégation de l'Instance nationale de dialogue et de médiation, conduite par son coordinateur Karim Younès. Il a en outre indiqué avoir demandé «la démocratisation de l'élection présidentielle par la révision de la loi électorale en vue de créer les conditions d'éligibilité des candidats». Et de suggérer ainsi que cette élection «soit précédée d'une campagne préélectorale marquée par un débat serein et une concertation constructive». Le président du MNE a appelé également à «des mesures d'apaisement pouvant garantir l'exercice de la démocratie et des libertés». A. B.

## LA QUESTION DU JOUR

### La manœuvre dilatoire de Boris Johnson

Suite de la page une

Ce risque est le maintenant fameux «backstop», le filet de sécurité, destiné à préserver la paix en Irlande du nord, province britannique, en gardant ouverte sa frontière avec la République d'Irlande, un pays indépendant membre de l'UE, mais qui en réalité a été conçu pour forcer la Grande-Bretagne à passer de membre à part entière à celui de membre associé, qui comme tel n'a aucune part dans la prise de décision. Avec le backstop, la Grande-Bretagne ne sort pas en fait de l'UE, elle en devient un sous-membre, un sujet. En tant que tel, elle n'aura à l'avenir qu'un seul objectif : redevenir ce qu'elle était avant que de sa propre faute elle ne soit ravalée à une position inférieure. Avec l'arrivée de Johnson au pouvoir, il ne s'agit plus de savoir si le Royaume-Uni quitte ou reste dans l'UE, mais s'il accepte ou non de se placer de son propre chef dans ce piège appelé le filet de sécurité. La sortie avec accord, c'est la sortie avec filet de sécurité, et donc le maintien avec déshonneur. La sortie sans accord, ce n'est rien d'autre que la sortie sans filet de sécurité. Etant arrivé à cette simplification, ou à cette clarification, le débat s'est interrompu du même coup car n'ayant plus de sens. Il ne reste plus que le passage en force. De là la suspension de 5 semaines voulue par le Premier ministre, mais qui n'est à tout prendre qu'une manœuvre dilatoire, que ses adversaires de tout bord ont tout intérêt à dénoncer comme rien de moins qu'un coup d'Etat contre la plus vieille des démocraties parlementaires. Des cinq semaines de prorogation, dûment approuvées par la reine, parce que conformes à l'usage, il faut déduire les trois semaines de congé traditionnellement mises à contribution par les partis pour tenir leurs conférences. Si bien que la seule particularité de la suspension décrétée par Johnson est qu'elle est plus longue de quelques jours par rapport à celles qui ont précédé, et qui ont eu lieu chaque année. Ce n'est ni un coup d'Etat, ni un coup de force, ni un coup de génie. Mais peut-être un coup de poker, étant donné que si elle écoute le temps du débat, la décision n'empêche pas le vote défiant, que le Parti travailliste est décidé à demander dès la semaine prochaine et qu'il peut obtenir.

M. H.

## Sortie de crise

### Benflis pose ses conditions pour la présidentielle

En faveur de la tenue de la présidentielle, Ali Benflis, président de Talai El Hourriyat pose quatre conditions au préalable de cette échéance électorale qui serait une étape pour une sortie de la crise politique actuelle. Aussi, il s'agit, écrit-il sur sa page Facebook,

de créer un climat favorable et ce, grâce à l'adoption de mesures de confiance et de calme, ainsi que des signes forts de la part des autorités exprimant leur forte volonté, pour garantir la transparence et la consultation. Ensuite, il exige le départ du gouvernement

actuel, «devenu un facteur essentiel de blocage», et le remplacer par le gouvernement de compétences nationales pour la conduite des affaires courantes de l'Etat, en attendant le nouveau gouvernement qui sera désigné par le président élu. Puis, Benflis plaide pour

la création d'une autorité électorale indépendante chargée de la préparation, de l'organisation et du contrôle de la voie électorale présidentielle, de la révision des listes électorales à l'annonce des résultats. Enfin, il insiste sur la nécessité de revoir la loi électorale en

vigueur en vue d'éliminer les foyers de falsification et combler les carences, revoir la structure de l'encadrement des élections, lever les obstacles au libre choix des électeurs et garantir un vote honnête.

M. N.

Rentrée scolaire

# Belabed se réunit avec les représentants des parents d'élèves

■ Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a tenu, jeudi après-midi, une réunion d'information avec les représentants des associations des parents d'élèves, au cours de laquelle il a abordé toutes les dispositions prises par le gouvernement pour une «bonne» rentrée scolaire 2019-2020.

Par Ryadh K.



«**J**e me suis réuni avec la Fédération nationale des associations des parents d'élèves, l'Organisation nationale des parents d'élèves et l'Association nationale des parents d'élèves pour discuter des différents sujets ayant trait à la rentrée scolaire. Cette réunion constitue une rencontre d'information et d'écoute au cours de laquelle

nous avons parlé des grands agrégats de cette rentrée», a déclaré à la presse Belabed, en marge de cette réunion. Evoquant les différentes décisions prises par le gouvernement pour une meilleure prise en charge des enfants scolarisés, le ministre a rappelé que son département réceptionnera, cette année, 656 établissements sco-

laires (426 écoles primaires, 137 collèges et 93 lycées). Il a également rappelé la mission qui lui a été confiée par le Premier ministre concernant la prise en charge des enfants aux besoins spécifiques. «La commission intersectorielle composée des secteurs de l'Education, de la Santé, de la Formation professionnelle et de la Solidarité natio-

nale que je préside, installée dernièrement par le Premier ministre, a élaboré une circulaire interministérielle pour prendre en charge les vides qui sévissaient par le passé et renforcer la coordination intersectorielle afin de faciliter l'intégration de cette catégorie dans le milieu scolaire», a-t-il déclaré, faisant savoir que des enfants aux besoins spécifiques

auront leurs manuels en braille dans les délais. Le ministre a évoqué, à l'occasion, le dossier du recrutement des diplômés des Ecoles normales supérieures (ENS), où il a rappelé que tous les diplômés de cette école pourront enseigner et ce, «grâce à la dérogation accordée par le Premier ministre qui prendra en charge le surnombre depuis 2016». Belabed a, toutefois, tenu à préciser que «la liste de réserve reste en vigueur dans le cas où le nombre sortant de cette école s'avère insuffisant». Par ailleurs, le ministre a fait savoir que le traditionnel cours inaugural cette année sera en relation avec le contexte que vit le pays, arguant que «l'école ne saurait rester en marge de ce qui se passe dans le pays». «Elle va contribuer en collaboration avec nos partenaires, pour faire connaître les efforts consentis par l'Etat. Un cours qui encourage, entre autres, le raffermissement des liens entre les citoyens, et entre les citoyens avec leur Etat dans l'intérêt du pays», a-t-il expliqué. A noter que plus de 9 millions d'élèves devront rejoindre les établissements scolaires lors de la prochaine rentrée, dont plus de 36 000 appartiennent à la catégorie des personnes aux besoins spécifiques. **R. K.**

Invité à participer à l'élaboration des textes d'application de la nouvelle loi sanitaire

## Le Snapo expose à Miraoui les problèmes des pharmaciens

**R**uptures de médicaments, dossier des psychotropes, commission des médicaments produits localement, problèmes des inspections... tels ont été les points exposés avant-hier par le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), lors d'une audience avec Mohamed Miraoui, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. A ce titre, dans un communiqué parvenu à notre rédaction, Abdelhak Zefizet, vice-président national du Snapo, soulignant que «cette rencontre est venue pour appuyer certaines propositions

du Snapo concernant les réformes en cours et les textes réglementaires», a indiqué que son syndicat a transmis au premier responsable du secteur un certain nombre de doléances et propositions concernant des dossiers et problèmes touchant à la profession, notamment ce qui concerne la rupture de médicaments, le dossier des psychotropes, commission des médicaments produits localement, problèmes des inspections. En outre, la même source relèvera qu'«à la faveur de la rentrée sociale, le Snapo va reprendre dans le cadre de plusieurs

groupes et commissions, le travail sur les dossiers déjà ouverts et gérés avec le ministère de la Santé».

### Les pharmaciens privés invités à formuler des propositions sur les textes d'application de la nouvelle loi sanitaire

Par ailleurs, le ministre de la Santé à, pour sa part, invité les pharmaciens privés à formuler leurs propositions concernant les textes d'application de la

nouvelle loi sur la santé, a indiqué un communiqué du ministère. Au terme de l'audience accordée à une délégation du bureau du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), conduite par Messaoud Belabri, au siège de son département, Miraoui a mis en avant «l'importance de la contribution des pharmaciens privés à la formulation de propositions concernant les textes d'application de la nouvelle loi sur la santé, dans son volet inhérent à la profession de pharmacien», a ajouté le communiqué. Le ministre a souligné, également, «la nécessité d'œu-

vrer à la promotion d'un dialogue social civilisé, empreint de confiance et de sens de responsabilité, au service du secteur de la Santé en général, des intérêts sociaux et professionnels en particulier». S'inscrivant dans le cadre des rencontres de dialogue et de concertation avec les partenaires sociaux, la rencontre a porté sur une série de points, dont «l'organisation de la profession de pharmacien, l'amélioration des conditions de travail, la protection du pharmacien en service et la disponibilité du médicament», conclut le document. **Linda N.**

Protection de l'artisanat

## Une commission interministérielle mise en place

**L**e ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a annoncé jeudi à Oran, la création prochaine d'une commission interministérielle pour la protection de l'artisanat, notamment par l'élaboration d'une liste de produits de l'artisanat contrefaits. Annonçant des mesures urgentes pour lutter contre la contrefaçon touchant les produits de l'artisanat algérien et qui nuit à l'économie nationale et à l'artisanat et le tourisme en général, le ministre a indiqué que cette commission sera représentée par le minis-

tère du Tourisme et de l'Artisanat, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, ainsi que la direction générale des Douanes. Le ministre s'exprimait en marge de sa visite d'inspection à une exposition de produits de l'artisanat organisée au centre de l'artisanat de Haï Sabah (Oran est), durant laquelle les artisans lui ont fait part de leurs préoccupations, notamment concernant le problème des produits algériens contrefaits, ainsi que d'autres problèmes en relation avec les difficultés de commercialisation de leurs

produits. Des exposants ont affirmé au ministre que des produits locaux, notamment dans le domaine de la joaillerie, sont imités et contrefaits dans des pays étrangers, à des prix dérisoires, soutenant que cette situation a été à l'origine de grandes pertes financières pour les artisans et de postes d'emploi. Le ministre a indiqué que «cette hémorragie touche non seulement l'économie nationale, mais également le patrimoine culturel national». Il a ajouté qu'il y a «nécessité de changer le système de gestion

administrative dans le secteur de l'artisanat, au profit d'une gestion moins bureaucratique et au service de l'artisanat». Par ailleurs, M. Benmessaoud s'est rendu au chantier du village méditerranéen, le village olympique prévu pour les Jeux méditerranéens 2021, où il s'est enquis de l'avancement des travaux. Sur place, les responsables du projet ont indiqué que le taux d'avancement du projet a atteint les 76,63% et sera livré fin 2019. Le ministre a ensuite inauguré le nouvel aquapark de Kristel, commune de Gdyl, réalisé

dans le cadre d'un investissement privé. Il a relevé que la saison estivale 2019, notamment à Oran, a été une réussite totale, surtout avec les 2 000 lits supplémentaires dans les structures hôtelières oranaises. Par ailleurs M. Benmessaoud a procédé à la pose de la première pierre d'un nouveau projet d'établissement hôtelier, non loin de la gare routière El Bahia d'Oran. Cette structure privée sera livrée en janvier 2021 et dotée de 120 chambres, 24 suites et plusieurs autres commodités. **Walid B.**

Complexe intégré des métiers du textile de Relizane

# «Une contribution à la renaissance de l'industrie nationale»

■ Le complexe intégré des métiers du textile (Tayal) de Relizane contribuera à la renaissance de l'industrie nationale dans ce domaine, a affirmé, jeudi, la ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt, en visite de travail dans la wilaya.



Ph.D. R.

Par Salem K.

Le complexe qui est implanté dans la zone industrielle de Sidi Khettab, «contribuera à l'amélioration de la qualité des produits textiles et au développement de la sous-traitance», a souligné la ministre. Procédant à

l'inauguration d'une unité du complexe spécialisé dans la teinture de tissu «Denim» (Jeans), Djamilia Tamazirt a notamment mis l'accent sur «la qualité et l'innovation, facteurs importants pour la commercialisation des produits tant en Algérie qu'à l'international». M<sup>me</sup> Tamazirt a également indiqué que sa visite de tra-

vail a pour but d'examiner de près l'avancement des travaux de l'usine qui figure, a-t-elle expliqué, parmi «les principaux projets sur lesquels mise l'Etat pour créer de la valeur ajoutée et réduire la facture d'importation». Relizane, a-t-elle soutenu à ce titre, sera «un pôle de compétitivité dans cette nouvelle dyna-

mique insufflée au secteur industriel dédié au textile et à ses divers segments». L'usine de Relizane est le fruit d'un partenariat algéro-turc selon la règle 51-49, conclu entre la société turque «Intertay» (filiale du groupe «Taipa») et les sociétés publiques algériennes «C & H» et «Texalg», ainsi que la Société nationale des tabacs et allumettes (SNTA), qui a abouti à la création de la société mixte «Tayal». Ce complexe de 250 hectares, dont la réalisation a été lancée en février 2016 avec un investissement de plus de 171 milliards de dinars (714 millions de dollars), est le plus grand à l'échelle africaine. Le projet est divisé en deux phases. La première porte sur la construction de huit unités pour l'industrie textile, dont sept sont déjà entrées en service. Une école de formation aux métiers du textile a été également créée, dotée d'une capacité d'accueil de 400 stagiaires, tandis qu'un pôle résidentiel de 567 logements est en cours de réalisation. La deuxième phase comprend 10 autres

unités de production d'accessoires pour la fabrication de tissus à usage domestique ou professionnel. Les deux phases de réalisation génèrent environ 25 000 emplois, à savoir 10 000 pour la première et 15 000 pour la deuxième, a indiqué le chargé de communication auprès du complexe, Yasser Abdesslem. Au cours de sa visite, la ministre de l'Industrie et des Mines a également procédé à l'inauguration d'une usine de fabrication de tuyaux en acier inoxydable, d'une capacité de production annuelle de quelque 20 000 tonnes. Une quarantaine d'emplois ont été créés à la faveur de la réalisation de cette entité industrielle, fruit d'un investissement privé.

S. K./APS

Pétrole

## Le Brent baisse à moins de 61 dollars

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens, reprenant leur souffle après avoir grimpé récemment grâce une baisse des stocks américains et un apaisement des tensions commerciales. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre, dont c'est le dernier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 60,78 dollars à Londres, en baisse de 0,49% par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance

s'échangeait à 56,20 dollars, en recul de 0,90% par rapport à la veille. Les cours faiblissaient un peu après avoir pris entre 1% et 2% jeudi. «Le pétrole s'éloigne un peu des prix atteints jeudi, après s'être bien comporté cette semaine du fait d'un regain d'appétit pour le risque et d'une baisse des stocks», résume Craig Erlam, analyste chez Oanda. Les stocks de pétrole américains ont largement soutenu le marché, en plongeant de 10 millions de barils lors de la semaine achevée le 23 août selon l'EIA, soit un

repli bien plus marqué que prévu par les analystes. Dans le même temps, le marché avait profité, comme les places boursières, d'un discours plus conciliant de la Chine sur la guerre commerciale avec les Etats-Unis, ce qui a permis aux investisseurs de passer à l'achat sur les actions et les matières premières. Autre facteur pouvant soutenir les cours, l'ouragan Dorian pourrait frapper lundi les côtes de Floride, ce qui «augmente le risque d'une limitation de la production dans le Golfe du

Mexique», souligne Stephen Brennock, analyste chez PVM. Mais même si les cours sont en passe de signer leur plus forte hausse hebdomadaire depuis juillet, les analystes restent prudents sur l'évolution à court terme. «Cette tendance à la hausse ne doit pas être considérée comme acquise. Les craintes de récession sont présentes et les prix du pétrole restent dépendants du feuilleton commercial entre la Chine et les Etats-Unis», selon M. Brennock. **Mahi O.**

Changes

## L'euro poursuit sa baisse face au dollar

L'euro entamait hier sa cinquième séance d'affilée de baisse face au dollar, tombant à un plus bas en un mois, pénalisé par les incertitudes politiques et les prévisions d'assouplissement monétaire. L'euro perdait 0,12% face au billet vert, à 1,1043 dollar. Plus tôt dans la matinée, il était tombé jusqu'à 1,1033, un niveau plus vu depuis début août. Jeudi, le gouverneur de la Banque des Pays-Bas, Klaas Knot, a déclaré que l'économie de la zone euro n'était pas assez faible pour justifier une reprise d'achats de dette. «L'euro est brièvement monté mais s'est rapproché du seuil de 1,11 dollar, provoquant un mouvement de vente et un nouveau plus bas de la journée un peu avant la clôture

européenne», ont commenté les analystes du courtier Sucden. Selon Derek Halpenny et Fritz Louw, analystes pour MUFG, le marché table majoritairement sur «un assouplissement monétaire agressif de la BCE lors de la prochaine réunion le 12 septembre». Jeudi, la future présidente de la BCE, Christine Lagarde, a dévoilé ses intentions en affirmant vouloir maintenir le cap de large soutien à l'économie de la zone euro de l'Italien Mario Draghi, malgré les critiques qu'il suscite. «Il est clair que la politique monétaire a besoin de rester très accommodante dans un avenir prévisible», a-t-elle dit dans des réponses écrites au Parlement européen. Une politique monétaire accom-

modante rend l'euro moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes. «La monnaie unique est également confrontée aux retombées des tensions commerciales prolongées entre les Etats-Unis et la Chine, aux incertitudes liées au Brexit et à l'agitation politique en Italie, qui conduisent à de sombres perspectives pour elle», a en outre souligné Han Tan, analyste pour FXTM. Jeudi, le porte-parole du ministère du Commerce chinois a fait un geste d'apaisement en laissant entendre que les autorités pourraient ne pas riposter aux dernières surtaxes douanières américaines, ce qui a quelque peu rassuré les marchés. Concernant le Brexit, l'incertitude reste très

élevée après que le Premier ministre Boris Johnson a annoncé la suspension du Parlement plusieurs semaines avant le Brexit. Une Cour écossaise devait rendre hier une première décision à ce propos, alors que les détracteurs de M. Johnson ont dénoncé un «coup d'Etat». En Italie, le Premier ministre sortant Giuseppe Conte a accepté jeudi de former un gouvernement basé sur une majorité inédite entre les sociaux-démocrates et les inclassables Cinq Etoiles. Le projet de nouvelle coalition devra néanmoins être validé par les parlementaires mais aussi être soumis au vote de la plateforme Rousseau, site internet de «démocratie directe» du M5S. Un scrutin incertain. **A. Y.**

## France Le déficit budgétaire s'est creusé de 26,9 mds d'euros en juillet

LE DÉFICIT budgétaire français s'est creusé de 26,9 milliards d'euros sur un an à fin juillet, a-t-on indiqué vendredi Bercy, jugeant ce résultat «pas significatif» à ce stade de l'année, notamment en raison de la mise en place du prélèvement à la source. Le déficit cumulé sur les sept premiers mois de l'année s'élève à 109,7 milliards d'euros contre 82,8 milliards à fin juillet 2018, selon un communiqué du ministère des Comptes publics. Dans le détail, les dépenses du budget général ont atteint 207,8 milliards d'euros contre 205 milliards un an plus tôt, «du fait principalement de la revalorisation de la prime d'activité». Les prélèvements sur recettes se sont établis à 36,2 milliards, contre 34,1 milliards au 31 juillet 2018. En face, les recettes du budget général, nettes des remboursements et dégrèvements, ont baissé à 159,2 milliards contre 182,1 milliards un an plus tôt, soit 22,9 milliards de recettes fiscales en moins. «Cette baisse s'explique principalement par la mise en œuvre du prélèvement à la source qui modifie le rythme infra-annuel des décaissements et des encaissements d'impôt sur le revenu», précise le ministère. Par ailleurs, les recettes nettes de TVA sont en baisse de 14,3 milliards par rapport à fin juillet 2018 du fait de transferts aux organismes de sécurité sociale inscrits dans le budget 2019, fait valoir Bercy. **R. E.**

Tlemcen

# Les fêtes populaires «waadates» source d'une grande animation

■ Les fêtes populaires «waadates» organisées en grand nombre en cette fin de mois d'août à travers le territoire de la wilaya de Tlemcen sont une importante source d'animation en cette période estivale qui enregistre une affluence touristique inédite.

Par Nassima A.

En effet, les célébrations des «waadates» ou «mawsim» sont des traditions bien ancrées dans diverses régions de la wilaya, qui organisent chaque année ces festivités symbolisant la fin de la saison de la campagne moisson-battage et un rendez-vous incontournable pour les habitants d'une région ou les membres d'une même tribu qui partagent deux jours durant ou plus, des moments conviviales en familles et entre amis. Ces fêtes populaires sont organisées, explique El Hadj Kouider, un habitué des «waadates» dans la région de Sebdo, pour également marquer l'anniversaire du saint patron de chaque région. Pour les Ouled Nhar, la waada porte le nom du saint patron de cette tribu en l'occurrence Sidi Yahya, pour les Beni Ourmid c'est Sidi Afif, Sidi Tahar pour les Ouled Ouriache, Moulay Cheikh Tayeb pour Ouled Mimoune et c'est aussi valable pour les Beni Ouazane, Beni Ouassine, Beni Smeil et le reste des régions de Tlemcen. Les waadates, ajoute la même source, sont souvent organisées sur des terrains proches du mausolée du saint de la tribu qui enregistre à l'occasion, une grande affluence. Sur place ainsi que sur les grandes kheima dressées à l'occasion, des lectures de saint Coran sont organisées. Le moment est opportun aussi pour réconcilier entre les personnes ou les familles qui ont des différends quelconques, le tout autour d'un couscous préparé par les femmes de la tribu. Le couscous est également préparé pour tous les visiteurs qui affluent à la «waada», qu'ils soient de la région ou viennent d'autres wilayas du pays. La restauration est assurée pour tous comme pour afficher le degré de générosité et de partage qui caractérisent ces régions. Cheikh Boumechra Mohamed, profes-



seur en théologie à Dar el Hadith de Tlemcen, a souligné que ces mawsims constituent une occasion propice pour renforcer «les liens sociaux et la solidarité entre les membres d'une même tribu ou région ce qui va de pair avec la religion musulmane qui incite les gens à s'unir». Il a ajouté que lors de ces «waadates» de nombreux conflits ou différends entre les membres d'une même tribu ou entre des familles de tribus différentes sont réglés et pour ce faire, la réconciliation ainsi que la propagation de la paix figurent parmi les grandes valeurs prônées par l'Islam. Elles sont également une occasion de rendre hommage aux saints et ancêtres des tribus pour leur vie exemplaire et pour tout ce qu'ils ont accompli au service des leurs. Pour sa part, l'universitaire Salih Sali, chercheuse au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle d'Oran (Crasc), a indiqué que les «waadates» sont organisées pour perpétuer la tradition du grand-père de la tribu qui organisait chaque fin de campagne de moisson, un

diner qui regroupe les membres de chaque tribu ainsi que des invités. Dans ces rencontres, plusieurs questions sont abordées, notamment des questions sociales comme les divorces, les mariages et l'héritage. Partant de ce fait, a-t-elle ajouté, les waadates sont devenues «l'un des plus grands événements festifs auxquels sont associés d'autres éléments du patrimoine populaire qui forment les fondements essentiels de la culture populaire».

## La fantasia...aspect majeur des «waadates»

En plus de son aspect religieux et traditionnel, la «waada» compte en outre des aspects relevant du patrimoine national tels que la cavalerie traditionnelle. Cette dernière constitue sans nul doute, l'un des aspects les plus marquants de ces festivités. En groupe de cinq et plus, les troupes de cavaliers appelées localement «Aalfa», qui représentent souvent des régions et des tribus différentes offrent des

spectacles époustouflants marqués par la vitalité et l'ardeur tant du cavalier que du cheval, et chaque troupe consent le maximum d'efforts pour être à la hauteur de l'évènement. Le but est de faire des chevauchées collectives et de terminer la course avec une détonation synchronisée du baroud. Chaque troupe porte une tenue traditionnelle constituée de chechia ou mdal (chapeau traditionnel) en plus des khoff (bottes traditionnelles) en sus de djellaba ou burnous de diverses couleurs. Ce spectacle attire aussi les chasseurs de photographes. Des photographes qui viennent de partout tentent d'immortaliser l'évènement. Pour Abdelkader, Zoheir, Nacer qui viennent respectivement d'Alger, de Boussaada et de Tiaret, comme pour les nombreux photographes amateurs et professionnels présents, «la course du cheval est impressionnante». «Cela fait des années qu'on prend des photographies de fantasia et on ne s'en lasse pas. On est tellement heureux de constater cette communion entre

le cavalier et son cheval», ont-ils expliqué. Et de relever : «Notre pays recèle un patrimoine extraordinaire». La «waada» représente aussi une occasion pour les amoureux du folklore de danser sur le rythme du bendir, du gallal et de la gasba. Des musiciens affluent de partout et improvisent, le temps des spectacles qui dure des heures, même à des heures tardives de la nuit. Les adeptes des danses folkloriques «aalaoui», «saf», et «dara» se régalaient entre amis et familles pendant de longs moments. Ces fêtes constituent également une aubaine pour les commerçants ambulants qui forment pour l'occasion, un grand marché à ciel ouvert. Différents produits artisanaux, fruits et légumes, habits et médicaments traditionnels sont proposés aux nombreux présents. Ces «waadates» ou fêtes populaires représentent un pan entier du patrimoine matériel et immatériel de la région et du pays qu'il faut impérativement sauvegarder et pourquoi pas développer, a souligné Ali, un artiste de Tlemcen très attaché aux traditions et au patrimoine national.

N. A./APS

## Oum El Bouaghi Deux nouveaux groupes scolaires pour la prochaine rentrée

LE SECTEUR de l'Education nationale dans la wilaya d'Oum El Bouaghi sera renforcé à la rentrée scolaire 2019-2020 par deux nouveaux groupes scolaires, a-t-on appris jeudi du chargé de communication auprès de la direction de l'éducation, Achour Demane Debih. Ces nouveaux groupes scolaires d'une capacité de 6 classes chacun, ont été réalisés dans les communes de Hanchir Toumaghi et Behir Chergui, a précisé la même source. La mise en service de ces deux nouvelles infrastructures scolaires portera le nombre des écoles primaires de la wilaya à 374 établissements pour environ 91 500 élèves encadrés par 4 683 enseignants et staff et administratif. La même source a souligné que les travaux sont en cours pour réaliser deux groupes scolaires à la commune d'Ain Fakroune, deux autres établissements similaires au chef lieu de wilaya ainsi que deux groupes scolaires à Souk Naâmane et un autre à Ain Beida.

R. R.

## Parc animalier Bordj Blida de Jijel

# Plus de 15.000 visiteurs chaque jour depuis le début de l'été

Le parc animalier Bordj Blida situé dans la région d'Al Aouana (wilaya de Jijel) accueille quotidiennement entre 15 000 et 20 000 visiteurs entre estivants et touristes en quête de distraction, a-t-on appris jeudi de la gérante de cette infrastructure, Mme. Naima Bouhissa. Implanté dans une nature luxuriante et offrant une vue imprenable sur la mer, le parc qui dispose d'espèces animales rares sauvages et domestiques, constitue la grande attraction des vacanciers de tout

âge, notamment les après midi, a souligné la même responsable. La gestion de ce parc, ouvert en 2006 comme une annexe du parc El Wiam El Madani de Ben Aknoun (Alger), a été confiée à la wilaya de Jijel depuis 2018 à travers l'établissement public de gestion des espaces verts, de loisirs et d'éclairage public, a-t-on relevé. S'étendant sur une surface de 24 ha entre espaces exploités et boisés, ce parc constitue une bouffée d'oxygène pour les familles car offrant des

endroits de distraction et de repos avec, comme point fort, une multitude d'espèces animales rares suscitant la curiosité des visiteurs. Selon le médecin vétérinaire des lieux, Youssa Gmiha, le parc animalier de Bordj Blida dispose de 226 animaux dont des espèces rares. L'éléphant, le lynx, le léopard, l'ours ou encore le zèbre sont «les stars» de ce parc, a-t-elle dit. La praticienne a également relevé l'importance de respecter les consignes données aux visi-

teurs, notamment celles de s'abstenir de nourrir ces animaux car, leur régime alimentaire est bien précis. Dans sa quête de diversifier son patrimoine animalier, le parc Bordj Blida œuvre à conclure des conventions avec les différents parcs dans le cadre d'échange pour sa dotation en nouvelles espèces animale, a-t-on souligné relevant qu'une girafe sera «prochainement» pensionnaire du parc de Jijel.

Samy Y.

Référendum au Sahara occidental

# Le Maroc fait obstacle à toutes les tentatives de l'ONU

■ Le Maroc fait obstacle à toutes les tentatives de l'ONU pour organiser un référendum d'autodétermination, tant promis aux Sahraouis, en dépensant des millions de dollars de lobbying, a accusé jeudi l'ONG américaine Western Sahara Foundation, appelant la communauté internationale à agir vite pour mettre fin à l'occupation illégale du Sahara occidental.

Par Fella Y.

«Le Maroc a fait obstacle à toutes les tentatives des Nations unies pour organiser un référendum libre, juste et transparent pour l'autodétermination au Sahara occidental», a écrit la présidente de l'ONG américaine, Suzanne Scholte, dans une tribune publiée jeudi par le Site AllAfrica, soulignant qu'«au lieu de cela, le Maroc essaie de vendre son propre plan d'autonomie». «Le Royaume a tenté d'influencer les Etats-Unis – notamment à travers des millions de dollars pour le lobbying et le soutien à la Fondation Clinton», a dénoncé M<sup>me</sup> Scholte dans cette tribune. «Hillary Clinton est devenue la seule secrétaire d'Etat américaine à soutenir le plan d'autonomie marocain. Le candidat à la présidentielle, Donald Trump, a qualifié de corruption les relations entre l'ex-président Clinton et le Maroc, et a tweeté : les deux faveurs officielles de Hillary au Maroc ont généré 28 millions de dollars pour la Fondation Clinton "DrainThe Swamp", a rappelé M<sup>me</sup> Scholte.

## On ne peut pas faire confiance au Royaume du Maroc

Revenant sur les dernières violences et répressions commises par les forces d'occupation marocaines contre les Sahraouis, en particulier depuis le 19 juillet, lorsque des manifestants sahraouis étaient sortis célébrer pacifiquement la victoire de l'équipe algérienne de football lors de la finale de la coupe d'Afrique des Nations, la militante américaine des droits de l'Homme a souligné qu'«on ne peut pas faire confiance au

Royaume du Maroc (...) alors même qu'il ne peut même pas faire preuve de retenue pendant la célébration d'un match de football. Il est temps d'honorer Sabah Othman Ahmida et tant d'autres Sahraouis tués et disparus et de mettre fin à la colonisation marocaine». «Si nous n'agissons pas, le peuple sahraoui continuera d'être brutalisé dans son propre pays», a-t-elle alerté, soutenant que «les derniers événements tragiques au Sahara occidental qui ont conduit à l'assassinat brutal d'un jeune professeur d'anglais sont un signal d'alarme pour la communauté internationale qui doit appeler le Maroc à mettre fin à son occupation illégale de la dernière colonie en Afrique». La présidente de l'ONG américaine a rappelé, dans ce contexte, que «des centaines de Sahraouis ont été battus, traités aux gaz lacrymogènes et torturés pour s'être rassemblés pacifiquement dans leur pays depuis l'invasion du Maroc en 1975». «Qu'est-ce qui a provoqué la brutalité cette fois-ci ? Un match de foot !», a fait remarquer M<sup>me</sup> Scholte ironiquement. «Lorsque l'Algérie a remporté la Coupe d'Afrique des Nations en battant le Sénégal le mois dernier, le peuple sahraoui est descendu dans les rues pour célébrer pacifiquement cette victoire. Des milliers de fans ont commencé à descendre à Smara Boulevard à Laâyoune, brandissant des drapeaux algériens et scandant One, two, three, viva l'Algérie !». «Mais ensuite, ajoutée, un autre drapeau est apparu : le drapeau de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) – et les forces marocaines ont lancé un assaut brutal sur les supporters à l'aide de gaz lacrymogène, de tuyaux d'arrosage, de balles en caoutchouc et de véhicules». Selon de nombreux observateurs, M<sup>me</sup> Sabah Othman Ahmida, une Sahraouie de 24



ans qui enseignait l'anglais, a été intentionnellement écrasée et tuée par deux véhicules de la police marocaine. «L'agression et les violences contre les Sahraouis se sont poursuivies pendant des jours», a-t-elle dénoncé.

## La RASD : une nation qui respecte l'état de droit, la justice et la liberté

La RASD a été acceptée en tant que pays membre de l'Union africaine (UA) en 1982, et l'Organisation des Nations unies (ONU) tentent de négocier un règlement pacifique, qui garantira l'autodétermination du peuple sahraoui, de son conflit avec le Maroc depuis des décennies. Les organisations de défense des droits de l'Homme ont dénoncé fréquemment la répression marocaine dans les territoires sahraouis occupés. «J'ai personnellement vu des représentants du Maroc devenir furieux lorsqu'ils voient ce drapeau sahraoui. Heureusement

pour moi, cela s'est passé dans la sécurité du bâtiment des Nations unies», a fait savoir la lauréate du prix de la paix de Séoul en 2008 pour son travail en faveur des droits de l'Homme en Corée du Nord et au Sahara occidental. «J'ai été arrêté et interrogé par quatre gardes de sécurité de l'ONU lorsque la délégation marocaine a tenté de me faire renvoyer du siège de l'Organisation. Mon crime : je venais de témoigner devant la Quatrième Commission pour demander aux Nations unies de donner suite à son référendum promis depuis longtemps ou d'appeler le Maroc à se retirer du Sahara occidental», a-t-elle, encore, ajouté. M<sup>me</sup> Scholte a indiqué, en outre, qu'«après avoir témoigné, je suis allée au fond de la salle pour prendre une photo avec des étudiants sahraouis. En prenant la photo, j'ai sorti un autocollant de pare-chocs du Sahara occidental libre sur lequel était imprimé un petit drapeau sahraoui. Cela a tellement offensé la délégation marocaine qu'elle m'a faussement

accusée de brandir un drapeau sahraoui et a appelé les gardes à m'expulser. Je n'ai été détenue que brièvement, bien que les agents de sécurité aient confisqué mon autocollant». «Pourquoi les responsables marocains deviennent-ils si furieux lorsqu'ils voient le drapeau d'un pays qu'ils nient même exister ?», s'est-elle interrogée. «C'est parce qu'il représente la RASD, une Nation qui respecte l'état de droit, la justice, la liberté de parole et de réunion pacifique et dont la Constitution affirme l'égalité des droits pour les femmes et les hommes, la liberté de religion et une économie de marché», a-t-elle relevé, précisant que «le plus choquant est peut-être que le drapeau sahraoui représente le gouvernement légitime du Sahara occidental, reconnu par l'UA et plus de 70 pays». Aux fans sahraouis du football en train d'entonner «One, two, three, viva l'Algérie !», J'en ajoute un autre : «One, two, three, que le Sahara occidental soit libre», a-t-elle lancé.

F. Y./APS

Maroc

## Au moins 7 morts suite à une inondation dans le Sud

La crue imprévue d'une rivière a fait au moins sept morts dans le village de Tizert, dans la région de Taroudant (sud du Maroc), ont indiqué les médias citant les autorités locales. Les opérations de recherche se poursuivaient pour trouver d'éventuels disparus, après cette montée des eaux provoquée par de fortes averses qui ont touché toute la région mercredi en fin de journée, selon la même source. La rivière a débordé et a submergé un terrain où se jouait un tournoi amateur de football, selon des témoins. Huit

hommes qui s'étaient réfugiés dans les vestiaires ont été emportés par les flots, selon la même source. Des images impression-

nantes, filmées par téléphone portable et diffusées sur les réseaux sociaux, montrent des eaux boueuses emportées des per-

sonnes réfugiées sur le toit d'un bâtiment pulvérisé par la crue. Un bulletin spécial de la Direction de la météorologie marocaine (DMN)

avait alerté mercredi en fin de journée des risques d'averses orageuses «de niveau orange» dans plusieurs provinces du royaume. La montée des eaux a été d'autant plus violente que les pluies diluviennes font suite à une période de sécheresse, selon les médias locaux. Des inondations frappent régulièrement les régions isolées du Maroc. Fin juillet, un éboulement lié à des pluies torrentielles au Maroc avait fait 15 morts, piégés dans un glissement de terrain sur une route au sud de Marrakech. **Sara B.**

Tunisie

## Partenariat tuniso-chinois pour une usine d'assemblage automobile

LE MINISTRE tunisien de l'Industrie et des PME, Slim Feriani, a posé jeudi la première pierre de l'usine d'assemblage de véhicules, dans la ville de Bou Arada, fruit d'un partenariat tuniso-chinois. «D'une valeur estimée à 30 millions de dinars (MD), la réalisation de cet usine devrait permettre la création de 350 postes d'emploi», a déclaré M. Feriani à la presse, soulignant «l'importance de ce projet qui va être réalisé par un investisseur tunisien, en partenariat avec l'entreprise "FAW Group Corporation"», 3<sup>e</sup> constructeur automobile chinois. Le ministre a précisé que l'usine de Bou Arada produira 1 000 véhicules (voitures et camions) dans une première étape, pour passer à 4 000 unités en 2021. **R.**



Hong Kong

# Coup de filet dans le camp pro-démocratie avant un week-end tendu

Plusieurs figures du mouvement pro-démocratie hongkongais, dont Joshua Wong et un député, ont été arrêtées hier, un coup de filet dénoncé par des associations comme une tentative chinoise de museler l'opposition après l'interdiction d'une grande manifestation aujourd'hui.

Par Rosa C.

La région semi-autonome traverse depuis près de trois mois sa pire crise depuis sa rétrocession à la Chine en 1997, avec des manifestations et des actions quasi quotidiennes qui ont parfois dégénéré. Un nouveau rassemblement massif était prévu aujourd'hui pour le cinquième anniversaire du refus par Pékin d'organiser des élections au suffrage universel dans la ville, décision qui fut le déclencheur du «Mouvement des parapluies» de 2014, marqué par 79 jours d'occupation du cœur financier et politique de Hong Kong. Mais

après la confirmation de l'interdiction de ce rassemblement, les organisateurs ont retiré hier leur appel à manifester pour ne pas jeter d'huile sur le feu. D'autres initiatives, toutefois, se préparent. Deux des grandes figures du «Mouvement des parapluies», Joshua Wong et Agnes Chow, âgés de 22 ans et très populaires au sein de la contestation actuelle, ont été arrêtées hier à l'aube, notamment pour «incitation à participer à un rassemblement non autorisé». Tous deux ont été inculpés dans l'après-midi, et libérés sous caution. «Nous poursuivrons le combat, nous ne nous rendrons pas», a promis M. Wong à l'extérieur du tribunal

tout en fustigeant «l'effet glaçant» des arrestations d'opposants à Pékin. Ces interpellations illustrent la «propagation de la "Terreur blanche" à l'égard des manifestants hongkongais», a déclaré Issac Cheng du parti Demosisto co-fondé par Joshua Wong. Quelques heures plus tôt, un autre militant, Andy Chan, fondateur du Parti national (HKNP), minuscule formation indépendantiste qui avait été interdite par les autorités en 2018, avait été arrêté à l'aéroport. Un quatrième manifestant pro-démocratie, Rick Hui, un membre du conseil du quartier populaire de Sha Tin, a également été arrêté hier, de même que l'ancienne leader étudiante Althea Suen. Et pour la première fois depuis le début en juin de la mobilisation, un député, Cheng Chung-tai, a aussi été arrêté, selon son parti Passion civique. La police a fait état de l'interpellation d'un homme de 35 ans en ne l'identifiant que sous le nom de «Cheng», en précisant qu'il était poursuivi pour «complot en vue de provoquer des dégâts criminels», en lien avec le sac du Parlement en juillet. Plus de 900 personnes ont été interpellées depuis le début de la contestation née du rejet d'un projet de loi qui devait autoriser les extraditions vers la Chine. Le mouvement a depuis considérablement élargi ses revendications, qui renvoient toutes à la dénonciation d'un recul des libertés et de l'ingérence grandissante de la Chine dans les affaires de la région semi-autonome, en violation du principe «Un pays, Deux systèmes» qui avait présidé à la rétrocession.

Amnesty International a fustigé «ce coup de filet ridicule à l'aube» et condamné les arrestations de M. Wong et M<sup>me</sup> Chow,



Ph. &gt; D. R.

qui sont «de scandaleuses attaques contre la liberté d'expression et de réunion» et des «tactiques visant à semer la peur tout droit sorties des manuels chinois». La police a cependant nié vouloir saper les manifestations du week-end. «C'est totalement faux», a déclaré aux journalistes John Tse, porte-parole de la police.

L'exécutif hongkongais peine à répondre à ce mouvement inédit. Et c'est en invoquant des raisons de sécurité que la police a décidé d'interdire la manifestation d'aujourd'hui, mesure radicale qui pourrait au contraire déclencher de nouveaux heurts avec des militants radicaux prêts à en découdre.

Le paradoxe est que la manifestation d'aujourd'hui était convoquée par le Front civil des droits de l'homme (FCDH), une organisation non violente qui a été à l'origine des plus grands rassemblements de ces derniers mois. En particulier celui du 18 août qui avait réuni 1,7 million de personnes selon les organisateurs, sans aucun débordement.

Le Front ayant été débouté dans son recours contre l'interdiction, une de ses responsables, Bonnie Leung, a dit que le FCDH n'avait «pas d'autre option que d'annuler la manifestation demain».

Mais d'autres initiatives s'approprient à voir le jour, certains militants pro-démocratie proposant un match de football, une sortie shopping de masse ou encore un rassemblement religieux impromptu... Il est probable que l'appel à la mesure du FCDH ne soit pas entendu par la frange la plus radicale, composée majoritairement d'étudiants très jeunes. Et le risque de nouvelles violences est bien réel.

«La police croit qu'il y a des leaders dans le mouvement et que sa décision d'interdire la manifestation va nous arrêter», confie à l'AFP sous couvert de l'anonymat une manifestante se faisant appeler Kelly.

«Nous sommes nos propres chefs et nous continuerons de sortir. C'est ce que le gouvernement ne comprend pas.»

R. C.

## Commentaire

### Reconnaissance

Par Fouzia Mahmoudi

Comme cela était à prévoir, après la reconnaissance unilatérale américaine de Jérusalem comme capitale officielle de l'État d'Israël, plusieurs petits pays dépendants économiques des États-Unis en font de même. L'Autorité palestinienne a ainsi annoncé jeudi son intention de déposer une plainte aux Nations unies contre le Honduras, après que cet État d'Amérique centrale a annoncé l'ouverture d'une mission diplomatique à Jérusalem. Israël considère Jérusalem comme sa capitale «unifiée et indivisible» alors que les Palestiniens veulent faire du secteur oriental de la ville, occupé et annexé par Israël, la capitale de l'État auquel ils aspirent. Le président du Honduras Juan Orlando Hernandez, qui doit entamer cette semaine un voyage officiel en Israël, inaugurerait un «bureau diplomatique» à Jérusalem, reconnaissant ainsi la Ville sainte comme capitale de l'État d'Israël, avait annoncé cette semaine le gouvernement hondurien. Promesse de campagne du président américain Donald Trump, le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem en mai 2018, salué comme historique par Israël, avait été largement condamné par la communauté internationale. Seul le Guatemala a suivi l'exemple américain mais le président hondurien a annoncé mardi que l'ouverture de cette mission était «la reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale de l'État d'Israël», présentant le «bureau diplomatique» comme une «extension» de l'ambassade, aujourd'hui située à Tel-Aviv. Dans un communiqué, le ministère palestinien des Affaires étrangères a confirmé qu'il soumettrait une plainte formelle contre le Honduras au Secrétaire général des Nations unies. Il a qualifié la décision hondurienne d'«agression directe» contre le peuple palestinien et de «violation flagrante du droit international et de sa légitimité». Depuis 1967, Israël occupe la Cisjordanie et Jérusalem-Est, qui a par la suite été annexée, une décision jamais reconnue par la communauté internationale. Le statut de Jérusalem est l'une des questions les plus épineuses de l'insoluble conflit israélo-palestinien. Dans un communiqué, Hanane Achraoui, haute responsable palestinienne, a déclaré pour sa part que les dirigeants «réévalueraient leurs relations avec le Honduras». «Le statut de Jérusalem en tant que ville occupée est approuvé par la grande majorité des États, conformément à leurs obligations juridiques et morales en vue de faire respecter le droit international», a-t-elle ajouté. Hanane Achraoui a également condamné le minuscule État insulaire de Nauru, situé dans l'océan Pacifique, qui a récemment reconnu Jérusalem comme la capitale d'Israël. A Amman, la Jordanie, gardienne des lieux saints musulmans dans la ville sainte, a condamné la décision du Honduras et affirmé par la voix de son ministère des Affaires étrangères que «toute mesure visant à changer le statut juridique ou démographique de Jérusalem est nulle et illégale». Ainsi, il apparaît désormais que l'influence des États-Unis ait été parfaitement utilisée par les dirigeants israéliens qui tentent d'imposer leur vision au reste du monde et le «choix» de pays dépendant financièrement des États-Unis de suivre une ligne uniquement pro-israélienne au détriment d'une politique plus équilibrée ne fera que continuer à ruiner toute nouvelle tentative de dialogue entre Palestiniens et Israéliens, alors que ces derniers se voient offrir la région sur un plateau par l'administration Trump. F. M.

## Pakistan

### Manifestation nationale pour le Cachemire

Des milliers de Pakistanaïens sont descendus hier dans les rues à l'appel de leur Premier ministre Imran Khan pour protester contre la politique menée par New Delhi dans la partie sous contrôle indien de la région du Cachemire. A midi (07h00 GMT), les sirènes ont résonné dans tout le pays et les chaînes de télévision du pays ont diffusé les hymnes du Pakistan et du Cachemire. Le trafic routier a été interrompu pendant plusieurs minutes. Dans la capitale Islamabad, des milliers de personnes se sont rassemblées devant les bâtiments du gouvernement où M. Khan a prononcé un discours à la nation, promettant de poursuivre la lutte pour le Cachemire jusqu'à ce qu'il soit

«libéré». «Nous nous tiendrons au côté du Cachemire jusqu'à notre dernier souffle», a-t-il lancé à propos de ce territoire himalayen que l'Inde et le Pakistan se disputent depuis leur indépendance et leur partition en 1947.

«Aujourd'hui, nous voulons dire aux Cachemirites que nous sommes tous avec eux, que nous partageons leur souffrance», a-t-il déclaré. Cette manifestation nationale se veut la première d'une série avant le départ de M. Khan pour l'Assemblée générale de l'Onu fin septembre à New York, où il a promis de mettre le sujet sur la table. Les tensions demeurent très vives entre les deux grands voisins sud-asiatiques depuis l'annonce au début du mois par les autorités

indiennes de la révocation de l'article 370 de la Constitution qui confierait un statut spécial à cette zone. Le territoire en est actuellement à sa 4e semaine de couvre-feu et de blocage des communications. Des milliers de personnes ont été arrêtées, ont indiqué des sources locales à l'AFP. Le Pakistan et l'Inde se sont livrés trois guerres depuis leur indépendance et leur partition en 1947, dont deux au sujet du Cachemire. En février dernier, les deux puissances nucléaires étaient passées à deux doigts d'un nouveau conflit armé après la mort d'une quarantaine de paramilitaires au Cachemire indien dans un attentat revendiqué par un groupe extrémiste établi au Pakistan.



En projection à Riadh El Feth

# «Once upon a time in Hollywood» débarque à Alger

■ Depuis sa sortie américaine, il y a un peu plus d'un mois de cela, le film «Once upon a time in Hollywood» est attendu un peu partout. Pourquoi ? Pour la simple raison que la claqué promet d'être de taille, avec un casting alléchant, un thème culotté et, cerise sur le gâteau, la présence de Leonardo DiCaprio et Brad Pitt, lesquels, en tête d'affiche, annoncent déjà la couleur. Les fans algériens de ce film peuvent le voir. Des projections ont commencé jeudi à Riadh El Feth.



Par Abia Selles

Avant même sa sortie, «Once upon a time in Hollywood» faisait le buzz. Sa bande annonce fait que tout le monde est resté sur sa faim, attendant impatiemment sa projection. Après sa projection américaine, voilà qu'il débarque en Algérie au grand

bonheur de ceux qui l'attendaient. Avec une entrée de 600 DA, loin - très loin même - de la grandeur de ce travail, des projections ont commencé jeudi et s'achèvent aujourd'hui, à la salle Ibn Zeydoun Riadh El Feth. Jeudi, deux projections ont eu lieu, alors que la journée d'hier en a vu une. De même pour aujourd'hui, le dernier jour de

la projection, il est programmé une séance à partir de 21h. Le choix de l'heure de cette soirée n'est pas fortuit. Les organisateurs ont pris en compte le fait que la journée de demain sera chômée et payée, coïncidant avec le premier jour de l'année hégrienne. L'engouement pour ce film s'explique par le fait déjà qu'il s'agit du dernier produit de

Quentin Tarantino. Le réalisateur des génialissimes «Inglourious Basterds» et «Django Unchained» s'était donné le défi de répondre à ses détracteurs après le très perturbant «Les Huit Salopards» en 2015. Lors de sa première projection américaine, Quentin Tarantino a réalisé son meilleur démarrage, puisque son long-métrage a engrangé 536 080 entrées. En tout, 1 668 301 spectateurs sont allés suivre les tribulations de Brad Pitt dans le rôle de Cliff Booth, Leonardo DiCaprio en Rick Dalton et Margot Robbie en Sharon Tate. Le film raconte l'année 1969, une année charnière dans l'histoire des USA, lorsque le mouvement hippie était à son apogée et se manifestait massivement contre la guerre du Viêt Nam. C'est aussi l'année où Richard Nixon est élu nouveau président à la place de Lyndon B. Johnson, tandis que les émeutes de Stonewall débouchaient sur un mouvement de lutte pour la libération des personnes LGBT. Cette année avait été aussi bouleversée par l'avènement du «Nouvel Hollywood», un mouvement cinématographique qui vient enterrer «Vieil Hollywood». Un film, qui domine actuellement les box-offices, à ne pas rater ! A. S.

Festival international El Gouna/Egypte

## «Papicha» et «143, rue du désert» sélectionnés

Le long métrage de fiction «Papicha», de Mounia Meddour, et le long métrage documentaire «143, rue du désert», de Hassen Ferhani, ont été sélectionnés à la 3<sup>e</sup> édition du Festival international d'El Gouna (Egypte), prévu du 19 au 27 septembre prochain, selon les organisateurs. «Papicha», en lice dans la catégorie «Longs métrages» avec 11 autres films, traite du quotidien de jeunes femmes en

Algérie dans les années 1990, à travers l'histoire d'une étudiante qui tente de vendre ses créations de haute couture dans les boîtes de nuit pour se lancer comme styliste. Le film de Mounia Meddour a décroché, récemment, les prix du meilleur public et celui du meilleur scénario du 12<sup>e</sup> Festival du film francophone d'Angoulême (France) en plus du prix de la meilleure actrice. Par ailleurs, le film de Hassen Ferhani sera en

compétition dans la catégorie «Films documentaires», aux côtés de 8 autres œuvres de plusieurs pays. Ce film raconte l'histoire de Malika, gérante d'un modeste restaurant sur la route du désert, au fin fond du Sahara algérien, où viennent se ravitailler routiers, aventuriers et autres voyageurs. Il a reçu, récemment, le «Prix du meilleur réalisateur émergent» et celui du «Jury junior» du 72<sup>e</sup> Festival international du film de

Locarno (sud-est de la Suisse). Le Festival du film d'El Gouna, créé en 2017, a pour mission de présenter une grande variété de films à un public passionné et averti et à favoriser une meilleure communication entre les cultures à travers l'art du cinéma. Son objectif est de mettre en relation les cinéastes de la région et leurs homologues internationaux dans un esprit de coopération et d'échange culturel. K. M.

«L'artiste dans la préservation de la mémoire»

## Exposition collective d'artistes peintres et de calligraphes inaugurée à Alger

Une exposition collective en provenance de plusieurs villes du pays, regroupant une vingtaine d'œuvres orientalistes, des paysages, des enluminures et des calligraphies arabes, a été inaugurée mercredi dernier à Alger. Organisée par l'association «Mechâal Echahid», cette exposition qui se tient à l'espace «Art et mémoire» de la forêt de

Bainem, à Alger, «vise à mettre en avant le rôle de l'artiste dans la préservation de la mémoire historique», indiquent les organisateurs. Plusieurs artistes proposent au public des œuvres de calligraphie reproduisant souvent des versets du Coran encadrés de fines enluminures, majoritairement inspirées de motifs végétaux. Certaines de ces

pièces sont réalisées sur un support en céramique. Une dizaine d'artistes peintres exposant leurs travaux dans cette salle proposent dans des aquarelles et huiles sur toiles des paysages de certaines villes et oasis du sud du pays, comme la Vallée du M'zab et ksar de Beni Isguen (Ghardaïa) en plus de la reproduction des ruelles et bâtisses

de La Casbah d'Alger. Quelques artistes ont également reproduit leurs travaux sur des supports en céramique blanche, favorisant des techniques de peinture qui donnent du relief aux œuvres. Installée dans un lieu de villégiature très prisé de la capitale, cette exposition est ouverte au public jusqu'au 15 septembre prochain. Maïssa B.

Mostra de Venise décerne

## Le «Lion d'Or» au cinéaste Pedro Almodovar

La Mostra de Venise a décerné jeudi un Lion d'Or au cinéaste espagnol Pedro Almodovar pour sa carrière. Le directeur du Festival de Venise, le critique italien Alberto Barbera, a qualifié le réalisateur du «plus grand et

influent» du cinéma espagnol. «Trente ans plus tard, on m'octroie le Lion d'Or pour un film de 1988. C'est un acte de justice poétique», a estimé, tout sourire, Pedro Almodovar, au cours d'une conférence de presse ayant précédé la remise

du prix. Le cinéaste a en effet été récompensé pour son fameux opus «Femmes au bord de la crise de nerfs», qui avait enthousiasmé le public international et le réalisateur Sergio Leone. Il était projeté jeudi dans la grande salle de

la Mostra. «Le lion blessé», comme le surnomme la presse italienne, a reçu son prix avec émotion. Il vient s'ajouter à deux Oscars obtenus pour les mélodrames «Tout sur ma mère» et «Parle avec elle». R. C.

### AGEND'ART

**Théâtre de verdure Sid Ali-Kouiret (promenade des sablettes, Caourbier, Alger)**

**Ce soir à partir de 21h :** Soirée chaâbia animée par Nadia Benyoucef et Abdelkader Chaou

**Musée d'art moderne d'Oran**  
Jusqu'au 31 août : Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

**Théâtre de Verdure Laadifli (Alger-Centre)**

**Le 19 septembre 2019 :** Concert de Kendji Girac à 20h30.

**Dar Abdellatif (El-Hamma, Alger)**

**Jusqu'au 5 septembre :** Exposition de peinture de l'artiste plasticien Mohammed Bakli.

**Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)**  
Du 21 septembre au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour.

Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

**Institut Français d'Alger**  
Du 15 septembre au 28 novembre : Exposition des plus beaux paysages du Sud capturés par Oussama Hamdi.



## Youcef Belaili opte pour le Ahli Djeddah

L'INTERNATIONAL algérien Youcef Belaili, sous contrat avec l'ES Tunis jusqu'au 30 juin 2020, a rejoint les rangs de la formation saoudienne d'Al Ahli Djeddah SC, a annoncé le club de première division sur son compte twitter ce jeudi.

L'ancien joueur de l'USM Alger s'est engagé avec Ahli SC pour trois ans, soit jusqu'en 2022, précise la même source sans mentionner l'indemnité de transfert.

Auteur d'une excellente saison avec l'ES Tunis avec lequel il a remporté la Ligue des champions d'Afrique 2019, Belaili va entamer une nouvelle expérience en Arabie saoudite où évolue plusieurs internationaux algé-

riens, entre autres le gardien Rais M'bolhi (Al Ittifaq) et le défenseur Djamel Belamri (Al-Chabab).

Belaili (27 ans) était l'un des joueurs clés de l'équipe nationale, lors de la dernière CAN-2019 remportée par les Verts en Egypte, pour la 2<sup>e</sup> fois de leur histoire.

Devenu titulaire depuis l'arrivée de Djamel Belmadi à la tête du staff technique, le natif d'Oran a inscrit deux buts à la CAN-2019, face au Sénégal (1-0) en phase de poules, et à la Guinée (3-0) en 1/8<sup>e</sup> de finale.

Ahli Djeddah SC qui a terminé à la 4<sup>e</sup> place la saison dernière, disputera la saison prochaine la Ligue des champions d'Asie.

## Olympiacos le Pirée Benzia s'engage



YASSINE BENZIA s'est envolé aujourd'hui pour Athènes où il a passé sa visite médicale pour s'engager avec l'Olympiacos. Fraîchement qualifiés à la phase de poule de la Ligue des Champions, les Grecs se renforcent et l'international algérien Benzia va rejoindre son

compatriote Soudani sous la forme d'un prêt du LOSC. Après une saison ratée au Fenerbahce en Turquie, le milieu offensif de 24 ans va tenter de se relancer chez les vice-champions de Grèce. L'officialisation ne devrait plus trop tarder avec une annonce ce soir ou demain.

## Deuxième tour des éliminatoires africaines des JO 2020 Les Verts perdent face au Nigeria

LES FILLES de Kamel Betina se sont inclinées (0-2), mercredi, face à la sélection du Nigeria au Stade Mustapha Tchaker de Blida pour le compte du match aller du deuxième tour des éliminatoires africaines des Jeux Olympiques Tokyo 2020.

Les Verts viennent donc de se compliquer sérieusement la tâche avant la seconde manche prévue le 3 septembre prochain à Lagos. Les coéquipières de

Myriam Benlazar devront sortir le grand jeu pour espérer décrocher une qualification au troisième tour et un futur billet pour les JO 2020. Les mauvais résultats se succèdent pour la sélection nationale féminine depuis un certain temps ; désormais, les Algériennes sont sorties dès le premier tour de la dernière Coupe d'Afrique des Nations au Ghana avec trois défaites en trois rencontres.

## Ligue I (3<sup>e</sup> journée)

# NAHD-CRB et CABB-ESS en vedette

■ La troisième journée de la Ligue I sera caractérisée par deux derbys passionnants, un à Alger qui opposera le NAHD au CRB et un autre à l'Est entre le CABB et l'ESS, alors que le champion sortant, l'USM Alger, jouera sur du velours en accueillant l'AS Ain M'lila.



Les frères ennemis du NAHD et du CRB face à face

Par Mahfoud M.

Ainsi, les voisins Nasr Hussein-Dey et le Chabab de Belouizdad se rencontreront dans une rencontre très spéciale comme elles le sont toutes. Les Sang et Or qui avaient refusé de jouer au stade du 5-Juillet se sont résignés à la fin à cette programmation et tenteront de faire tout leur possible pour s'en sortir avec un résultat positif, même s'ils savent que leur mission ne sera pas de tout repos face à une formation du CRB qui se trouve sur une belle lancée. Les gars de Laâkiba ont réussi un début honorable, avec un nul et une victoire, et souhaitent enregistrer un second succès d'affilée ce qui reste possible face aux jeunes du Nasria. De son côté, le CA Bordj Bou Arreridj tentera de prendre le dessus sur le voisin, l'ES Sétif, dans ce derby passionnant des Hauts-Plateaux. Il serait difficile d'évoquer un quelconque pronostic dans ce match tant est que les deux formations ont un niveau qui se rapproche. Toutefois, les Criquets pensent qu'ils peuvent l'empor-

ter, cette fois-ci, sachant que l'Entente passe par une étape difficile. L'USM Alger, champion d'Algérie en titre et qui débute bien malgré les problèmes financiers dont elle souffre, affronte à domicile, au stade Hamadi d'Alger, la formation de l'AS Ain M'lila, ne devrait pas trouver de peine à l'emporter, sachant que cette équipe a du mal à revenir avec de bons résultats de l'extérieur de ses bases. La JS Kabylie, qui reste sur une retentissante qualification en Ligue des champions d'Afrique, se déplace à Alger pour y croiser le fer avec le Paradou AC. Les Canaris espèrent repartir avec les trois points du succès et affirmer que cela reste possible tant qu'ils se comportent bien à l'extérieur de leurs bases. Cependant, ils doivent faire très attention à cette équipe du Paradou AC qui souhaite mettre fin à cette mauvaise série de résultats après avoir concédé une défaite respectivement face au MCA et à l'USB. Le MC Alger, lui, se rend à Béchar pour croiser le fer avec la JS Saoura. Après avoir réussi à gagner face au

PAC, les Vert et Rouge tenteront, cette fois, de revenir avec le meilleur résultat possible face à une équipe qui ne lâche généralement pas de points à domicile et reste donc déterminée à continuer sur cette série. Les gars de Béchar, conduits par Djallit, envisagent de l'emporter pour se rapprocher encore plus du peloton de tête. Enfin, le MC Oran reçoit le CS Constantine avec l'ambition d'aligner trois autres points à home, ce qui reste dans ses cordes. Auteurs d'un nul probant à Sétif, les Hamraoua souhaitent encore ajouter d'autres points à domicile et montrer leur détermination à jouer les premiers rôles cette saison, surtout avec l'arrivée de Chérif El Ouzani à la barre technique. M. M.

### LE PROGRAMME :

Samedi 31 août :  
 NAHD-CRB (21h)  
 CABB-ESS (20h30)  
 PAC-JSK (20h30)  
 MCO-CSC (20h30)  
 JSS-MCA (21h)  
 USMA-ASAM (dimanche 21h)  
 Arabie saoudite

## Jeux africains 2019/Cyclisme

### Reguigui décroche l'or, Nassim Saidi le bronze

#### L'Algérie décroche 7 nouvelles médailles en gymnastique

L'Algérien Youcef Reguigui a décroché la médaille d'or de la course cycliste sur route des Jeux africains 2019, disputée jeudi entre les villes marocaines de Benslimane et Mohammadia sur une distance de 160 km.

Reguigui, avec un temps de 3 heures 32 minutes et 13 secondes, a devancé au sprint le Sud-africain Ryan Gibbons et l'Algérien Nassim Saidi.

La course sur route messieurs est la dernière épreuve de cyclisme des JA-2019. A l'issue de cette course la sélection algérienne de cyclisme qui totalise 2 médailles (1 or, 1 bronze), termine à la 2<sup>e</sup> place du classement derrière l'Afrique du Sud avec 8 médailles (5 or, 3 argent).

Les gymnastes algériens ont décroché sept nouvelles médailles (2 or, 2 argent, 3 bronze) aux Jeux africains 2019, à l'issue de la 4<sup>e</sup> et dernière journée des épreuves de gymnastique disputée jeudi à Rabat (Maroc). Les médailles d'or algériennes ont été décrochées par Mohamed Bourguieg à la table de saut avec un score de (13 883) et Hilla Metedji aux barres parallèles avec un note de (13 433), qui a également remporté l'argent à la barre fixe (12 800). Quatre autres Algériens se sont distingués lors de cette 4<sup>e</sup> et dernière journée des épreuves de gymnastique. Il

s'agit de Ahmed Maoudj médaillé d'argent à la table de saut, Mohamed Aouicha médaillé de bronze à la barre fixe, Sofia Nair qui s'est adjugée le bronze à la poutre et Lahna Salem en bronze au sol. A l'issue de la 4<sup>e</sup> et dernière journée des épreuves de gymnastique, l'Algérie termine la compétition avec une moisson de 17 (5 or, 7 argent, 5 bronze), devancée par l'Egypte avec 18 médailles (8 or, 7 argent et 3 bronze). Le Nigeria prend la 3<sup>e</sup> place avec 3 médailles (1 or, 2 bronze).

#### L'EN de handball s'incline face au Maroc et rate la bronze

La sélection masculine algérienne de handball s'est inclinée face à son homo-

logue marocaine 22 à 25 (mi-temps : 11-12), en match de classement pour la médaille de bronze du tournoi de handball des Jeux africains 2019, disputé jeudi à la salle Omnisport du Complexe sportif Mohamed V à Casablanca (Maroc). De son côté, la sélection féminine algérienne a terminé à la 6<sup>e</sup> place après sa défaite en match de classement face à son homologue tunisienne (24-28). La finale du tournoi féminin oppose actuellement l'Angola au Cameroun. Ecartée, dans un premier temps de la participation aux JA-2019, la Fédération algérienne de handball s'était engagée à décrocher deux médailles lors des joutes africaines. Objectif loin d'être atteint par les sélections nationales à Rabat.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

MDN

## Deux bombes de confection artisanale détruites à Médéa

DEUX bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites, avant-hier à Médéa, par un détachement de l'Armée nationale populaire, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 29 août 2019, deux bombes de confection artisanale à Médéa», a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, et lors d'opérations distinctes menées à Djanet Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar, «des détachements combinés de l'ANP ont arrêté 31 individus et saisi 03 véhicules tout-terrain, 63

groupes électrogènes, 39 mar-  
teaux piqueurs ainsi que 04  
détecteurs de métaux», a ajouté  
la même source, faisant savoir  
que les éléments de la  
Gendarmerie nationale de Mila  
ont, quant à eux, saisi «une  
ancienne arme à feu de type  
MAT49 et une quantité de muni-  
tions». Dans le même contexte,  
des détachements de l'ANP ont  
saisi à El-Tarf, Tébessa et Souk-  
Ahras «(10 658) litres de carbu-  
rant destiné à la contrebande et  
un véhicule». D'autre part, des  
éléments de la Gendarmerie  
nationale ont déjoué, à El-Tarf,  
«une tentative d'émigration clan-  
destine de huit (personnes à  
bord d'une embarcation de  
construction artisanale», a  
conclu le communiqué.

R.N.

Béjaïa

## Marche toujours grandiose

LE MOUVEMENT populai-  
re pacifique pour le change-  
ment de régime politique se  
poursuit après plus de six  
mois de sa naissance. Hier, le  
Hirak populaire a marqué sa  
28<sup>e</sup> marche. Une marche qui a  
été caractérisée, encore fois,  
par une grande mobilisation  
populaire autour des revendica-  
tions que tout le monde  
connaît désormais car, elles  
sont devenues plus claires et  
précises au fil du temps et  
elles sont réitérées chaque  
vendredi. Les manifestants  
qui ont investi les boulevards  
et rues de Béjaïa hier et  
comme chaque week-end, ont  
exprimé leur attachement aux  
libertés démocratiques et  
exigé la libération sans condi-  
tions des détenus d'opinion  
incarcérés depuis plusieurs  
semaines à la prison d'El-  
Harrach pour avoir brandi  
l'emblème identitaire. Depuis  
la maison de la culture et sur  
plusieurs centaines de mètres,  
les manifestants scandaient  
des slogans hostiles aux  
tenants du pouvoir critiquant  
sèchement les symboles du  
pouvoir et son personnel et  
surtout le chef du panel pour  
le dialogue et la médiation et  
la démarche entreprise pour  
apporter une solution à la crise  
à travers seulement les élec-  
tions sans passer par des  
démarches pouvant restaurer  
la confiance du peuple. Les  
manifestants ont clairement  
réitéré les revendications por-  
tant «départ du système et de  
ses symboles, lancement  
d'une transition politique paci-  
fique et négociée et pour un  
dialogue global qui permettra  
le passage en douce vers une  
république démocratique nou-

velle, sociale et civile». Les  
manifestants ont renouvelé le  
serment de poursuivre, sans  
relâche, la lutte et la longue  
marche vers l'instauration  
d'une république démocra-  
tique et populaire et le départ  
du régime : «Vous allez partir»,  
«Anedou anedou alema yeghli  
udhavu», «Djazaïr houira  
démocratie», «Ulac l'vot ulach  
ou makenche intikhabat yel  
aissabat», «La chiwar la hiwar  
avec la bande», «La masser la  
lmarate, Djazaïr djazairia ou ni  
l'Egypte ni les Emirats, Algérie  
algérienne», «Klitou lebled  
assarekine», «Thecham tha-  
murt à yimoukhar», scan-  
daient-ils à gorges déployées.  
Ainsi, les manifestants pou-  
suivent la marche sans  
relâche vers un changement  
de régime politique chaque  
vendredi et la prochaine action  
interviendra au lendemain de  
la rentrée sociale et de la ren-  
trée scolaire. Notons qu'une  
marche a eu lieu également  
comme chaque vendredi dans  
la ville d'Akbou. Il est utile de  
souligner aussi que des sit-in  
se soutient aux détenus ont eu  
lieu au courant de la semaine  
passée. **Hocine Cherfa.**

Depuis Boumerdès où sa formation politique tient son université d'été

## Makri répondu aux rumeurs sur sa convocation par la justice militaire

ABDERAZAK MAKRI, prési-  
dent du MSP a démenti avant-  
hier les rumeurs qui ont circulé  
ces derniers jours sur les  
réseaux sociaux sur sa convoca-  
tion par le tribunal militaire de  
Blida, dans le cadre de l'affaire  
Saïd Bouteflika. «Je n'ai pas  
entendu ou lu cette rumeur dans



Après le drame du concert de Soolking et la mort d'un enfant

## Le DG limogé, le stade du 20-Août fermé

■ La wilaya d'Alger a annoncé la fermeture du stade du 20-Août de Belouizdad (Alger) jusqu'à nouvel ordre. Cette décision intervient après les deux incidents qui ont eu lieu ces derniers jours, la bousculade du concert de Soolking et la mort d'un enfant suite à la chute d'une porte à l'entrée du stade.

Par Lyes B.

P our éviter que de tels  
dramas ne se reprodui-  
sent, des opérations d'ex-  
pertise auront lieu les jours à  
venir. Le directeur du stade a,  
quant à lui, été suspendu de ses  
fonctions, le temps de terminer  
l'enquête. En effet, le maire de la  
commune Mohamed Belouizdad  
à Alger, a décidé de fermer le  
stade du 20-Août 1955. En effet,  
selon la page Facebook de la

commune Mohamed Belouizdad, le maire de cette commune a décidé de la fermeture du stade du 20-Août 1955 jusqu'à nouvel ordre (avec la poursuite des travaux du sol et le fonctionnement normal de la salle de concert), du limogeage du directeur dudit stade ainsi que du gel des activités de l'Association communale de Mohamed Belouizdad au niveau de la piscine communale (l'asso-

ciation était chargée de la ges-  
tion de la piscine conformément  
à un accord administratif conclu  
avec la Direction de la jeunesse  
et des sports). Le P/APC de  
Belouizdad a également désigné  
un comité technique pour ins-  
pecter le stade et soumettre un  
rapport détaillé. Enfin, il a ordon-  
né que tous les responsables  
chargés des installations de la  
commune soient mis devant  
leurs responsabilités. **L. B.**

Tizi Ouzou

## Un médecin retrouvé mort assassiné par arme à feu à bord de son véhicule

UN HOMME a été trouvé  
mort assassiné par balle dans  
son véhicule mercredi soir à  
Agouni Oucherki dans la com-  
mune des Aghribs (40 km au  
nord-est de Tizi Ouzou). Il s'agit  
d'un certain L.Hacène (50 ans)  
médecin spécialiste en hématolo-  
gie à l'EPH de la localité voi-  
sine, Azeffoune, natif du village  
Taguersift dans la commune de  
Fréha. Selon des sources  
locales, la victime avait pris un  
jeune homme en auto-stop peu

de temps avant que ce drame ne  
surviennne pas loin du barrage  
militaire d'Agouni Oucherki sur  
la RN 71 reliant Tizi Ouzou à  
Azeffoune. Des sources sécuri-  
taires nous avons appris que  
l'accompagnateur de la victime a  
été blessé et que la piste d'un  
acte terroriste est écartée et  
qu'une enquête a été entamée  
par les services compétents  
pour élucider les circonstances

exactes de la mort tragique de  
Hacène. En plus de l'émoi sus-  
cité par cette triste nouvelle, des  
rumeurs sont colportées ici et là  
autour de ce drame d'autant  
plus qu'aucune voix officielle ne  
s'est exprimée à Tizi Ouzou en  
dépit de nos nombreuses tenta-  
tives d'obtenir plus d'informa-  
tions auprès des services  
concernés.

Hamid M.

Enseignement supérieur

## Instruction pour le départ à la retraite des enseignants âgés de plus de 75 ans

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, a instruit les directeurs des établissements universitaires, d'engager les mesures de départ à la retraite de tous les fonctionnaires relevant du corps des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires et le corps des enseignants chercheurs (enseignants, maîtres de conférences et assistants), dont l'âge a atteint 75 ans, à la date du 31/12/2019. Cela en application de la loi n° 12/83 du 02 juillet 1983 relative à la retraite, explique le ministre dans sa correspondance, qui date du 15 août 2019. Le ministre a précisé qu'il «accorde une grande importance à l'application ferme du contenu de cette instruction».

A. S.

un média sérieux, connu et res-  
pecté. C'est une rumeur sans  
fondement», a assuré Makri dans  
une déclaration aux médias sou-  
lignant qu'il participe actuelle-  
ment à la deuxième partie de  
l'université d'été de son parti, qui  
est consacrée aux entreprises à  
but non lucratif. **Samy O.**